



INTERVIEW
Grégoire Simon des Têtes Raides : « Notre pays est mixé, c'est une chance »
p. 2



PORTRAIT
Abdelislam, l'obstination couronnée de réussite
p. 3



REPORTAGE
« Collégiens aujourd'hui, étudiants demain »
p. 4



SOLIDARITÉS
Toujours pas vu, le palu ?
p. 7



DOSSIER

L'orientation : choisir plutôt que subir

Une cause nationale

par Pierre Lunel,
délégué interministériel à l'orientation

L'orientation est devenue dans notre pays une cause nationale qui transcende les courants politiques.

Trop nombreux sont les jeunes qui quittent chaque année l'appareil de formation initiale sans la moindre qualification. Trop nombreux sont également les échecs à l'université ou encore les choix relatifs à des filières de formation dont les débouchés sont incertains en termes d'insertion professionnelle alors même que des milliers d'emplois ne sont pas pourvus.

Par ailleurs, malgré l'élargissement de l'accès au collège et au lycée, les inégalités sociales des parcours scolaires, universitaires et professionnels, à ce jour maintes fois soulignées, subsistent.

Plus de 80 % des enfants d'enseignants ou de cadres quittent l'enseignement secondaire avec un baccalauréat général ou technologique. Ce niveau n'est atteint que par la moitié des enfants d'indépendants ou d'employés et par moins d'un enfant d'ouvriers qualifiés sur trois.

Dès lors, on comprend mieux que faute d'une politique globale de l'orientation et de l'insertion, parce trop longtemps négligée, et bien souvent réservée à des initiés, l'absence de vision de leur avenir ait conduit les jeunes aux deux crises sociales que la France a traversées, celle des banlieues et celle du CPE.

suite page 3



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers. Avec 7 000 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 200 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement éducatif dans les quartiers en difficulté.



ÉDITO



Nous venons de voter et nous allons recommencer. Nous devons choisir : aller à droite, à gauche, tout droit... Le choix est parfois difficile, douloureux ou au contraire sans équivoque et dicté par une certitude trouvant ses racines dans nos histoires familiales, sociales ou communautaires. Ces choix nous renvoient à ce que l'on veut, bien sûr, mais aussi à ce que l'on est, ce que l'on pense, voire ce que l'on croit. Nous votons en connaissance de cause, informés voire sur informés, par les médias, les entourages et la communication officielle. Nous connaissons les programmes et propositions, mais aussi l'intention du plus grand nombre par le jeu des sondages, les enjeux à court, moyen ou long terme, grâce aux analystes de tout poil, et pourtant. Pourtant plus d'un Français sur trois n'avait toujours pas fait son choix avant le premier tour des présidentielles.

Alors imaginons maintenant une élection, obligatoire, définitive, avec peu d'information et surtout un résultat qui n'est pas le même pour tout le monde. C'est aujourd'hui un peu à ce type de scrutin que l'on fait participer les adolescents de notre pays : 13 ou 14 ans, tu dois choisir ! Enfin pas exactement car le choix va dépendre de leur niveau : plus on va mal dans le système, plus le choix doit être précis et donc compliqué, et attention, pratiquement définitif. Pour les autres, on verra plus tard, dites nous juste : plutôt maths ou plutôt littérature.

Comme nous le rappelle régulièrement François Dubet, l'école a toujours eu comme fonction sociale de distribuer les rôles dans notre société. Cette distribution se faisant souvent de manière implacable. Comme, au début du siècle dernier, quand l'énorme majorité des enfants d'ouvriers et de paysans sortait du système très rapidement pour répondre

aux besoins économiques de la France industrielle naissante. La question n'est donc pas de revenir en arrière : le taux de scolarisation des enfants était beaucoup plus faible à l'époque et ne correspondrait plus aujourd'hui aux besoins de la société. La question aujourd'hui est bien d'assurer une distribution la plus égalitaire possible pour que chacun trouve sa place dans notre société.

Nous avons devant nous, de par le choix de la construction d'une société de la connaissance sur le continent européen, avec le besoin croissant d'emplois qualifiés voire hautement qualifiés, la possibilité de faire coïncider les besoins de notre société avec l'envie des jeunes et de leurs familles d'accéder à des postes intéressants et rémunérateurs. Nous avons cette chance pour les années à venir : le renouvellement des générations qui vont partir à la retraite devrait conduire à l'ouverture massive de postes qualifiés.

Que l'on prenne la question du côté des élèves, et de leurs familles, avec la volonté de respecter leurs aspirations et leurs choix, ou du côté de la société et son besoin de maintenir un secteur économique performant, l'urgence est la même.

Alors sortons vite des débats stériles, l'orientation n'est ni du ressort exclusif des entreprises, qui seraient bien incapables de prévoir la formation idéale pour répondre au marché du travail pour les dix ans à venir, ni du ressort exclusif d'un système de formation initiale coupé de la réalité du marché du travail et de son évolution parfois frénétique.

C'est l'affaire d'un peu des deux, au service du choix de chacun de nos futurs citoyens.

Nicolas Delesque
secrétaire général de l'Afev

Grégoire Simon des Têtes Raides : « Notre pays est mixé, c'est une chance »

Le saxophoniste fait partie de ces artistes engagés, qui s'impliquent par les mots et la musique. Il revient sur le rôle essentiel de la mixité sociale et culturelle dans la construction d'une société pacifiée.

Où as-tu grandi ? Quels sont tes souvenirs de cette époque ?

J'ai passé mon enfance dans la banlieue sud de Paris, à Mongeront. Je n'ai pas grandi dans une cité, c'est à l'école que j'ai découvert la mixité sociale et culturelle. Tout jeune déjà, les injustices me révoltaient. Depuis, c'est épidermique, viscéral.

Comment comprends-tu les difficultés que rencontrent certains jeunes des quartiers ?

Tout d'abord, je reconnais à l'Etat une erreur historique : l'urbanisation. Le problème est simple : on a voulu séparer les gens, supprimer la mixité. En envoyant les ouvriers, puis les immigrés dans ces grandes tours, loin du centre-ville, on a cherché à les ghettoïser. C'est tout simplement contre-productif. On a un pays mixé, c'est un critère de réussite, une chance ! Et c'est ce qu'il y a de bien dans l'école : des enfants aux chemins très différents se rencontrent, apprennent à se connaître, à s'accepter.

Quel regard portes-tu justement sur l'école, sur son rôle et ses faiblesses ?

Il y a un constat simple : plus les professeurs sont des gens passionnés, qui aiment partager, qui comprennent que chaque enfant a une perception différente des choses, et plus on retrouve des enfants passionnés eux aussi, férus de musique, de maths ou encore de langues. Il faut une réelle implication de ceux qui transmettent la connaissance. Sur ce point, il y a beaucoup à dire car là où l'urgence de la connaissance est la plus préoccupante, on envoie des professeurs qui débutent. Il faut des gens d'expérience. Mais si le corps enseignant doit se remettre en question, que dire de ceux qui s'acharnent à dévaloriser cette profession - et avec elle tous les métiers qui délivrent des actes vitaux, comme les infirmières - au nom du productivisme ?

Tu as déjà montré avec ton groupe ton attachement à l'action sociale, notamment avec l'avis de « KO social » que vous avez lancé suite aux résultats du 21 avril 2002. A une plus petite échelle, que peut faire un simple citoyen ?

Nous avons lancé cet appel en partant du constat que les gens ne se parlent pas. L'idée centrale, c'était la transversalité, ou l'envie de fédérer les différences des gens en réunissant des artistes très différents. Plus simplement, chacun doit se demander ce qu'il peut faire. Je trouve que l'action de terrain est une réponse. L'objet de l'Afev par exemple, est à mon avis, une réponse précise. L'idée solidaire que des étudiants puissent transmettre une méthodologie de la connaissance est très positive. Elle permet de lutter contre l'ignorance. Puisqu'on a peur de ce qu'on ne connaît pas, cela permet de lutter contre la peur elle-même.

Quelle pourrait être la voie à emprunter pour réduire les inégalités et les injustices dont souffrent certains jeunes ?

Il faut créer des passerelles entre les gens, arrêter d'opposer tout le temps les cultures, les régions, les villes entre elles... OK pour les particularismes, mais tous ensemble ! Justement, pour montrer le rôle de la proximité, nous organisons du 21 avril au 14 juillet, de Bourges à La Rochelle, une grande transhumance avec un convoi d'ânes. Accompagnés du groupe Lombric, on tentera de créer un petit 'KO social tranquille', avec des concerts un peu partout, notamment dans des coins désenclavés. D'ailleurs, j'invite tous les bénévoles de l'Afev à venir partager une soirée avec nous !

Propos recueillis par Charlotte Alix

Pour connaître les dates et lieux de la tournée : www.lombric.fr



Une soirée très sauvage

Du 14 mars au 5 mai, les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires (JMJS) ont renvoyé l'image d'une jeunesse mobilisée autour de la campagne « Pas de quartier pour les inégalités ». L'édition parisienne s'est déroulée au Cabaret Sauvage, le 24 avril. Retour sur l'événement.



C'est au cœur du parc de la Villette à Paris que se déroulait la soirée parisienne des Journées Mondiales des Jeunes Solidaires. Une soirée placée sous le signe de la campagne « Pas de quartier pour les inégalités » - sous le signe aussi du soleil, avec cet incroyable cli-

mat estival qui contribua à la réussite de la « déambulation festive » organisée par l'Afev dans le parc en fin d'après-midi : un défilé de têtes à l'effigie de la campagne au son d'une battucada.

Les participants ont ensuite rejoint le beau chapiteau du Cabaret sauvage, au bord du canal de l'Ourcq, pour un forum associatif sur le thème de la lutte contre les discriminations auquel participaient 15 organisations d'Ile-de-France*. Pendant que certains fouinaient dans les stands, d'autres se faisaient embarquer dans un jeu de l'oie à taille humaine, baptisé Kif-Kif et inventé par l'équipe de l'Afev de Saint-Denis.

Une belle manière de réfléchir ensemble aux inégalités entre filles et garçons dans le système scolaire français, avant la diffusion sur écran géant du film « Pas de quartier pour les inégalités » qui autour de témoignages de jeunes habitants, d'enseignants, de travailleurs sociaux du quartier de la Duchère à Lyon, dénonce les inégalités subies par les quartiers en termes d'accès à l'éducation.

C'était alors parti pour une série de concerts endiablés ! Un long va-et-vient entre la piste où, face à la scène, se trémoussaient bénévoles, salariés et volontaires des différentes associations présentes, et l'extérieur du chapiteau où, profitant des 25° de cette belle soirée d'été, les danseurs harassés venaient refaire le monde autour d'un verre.

La Madrugada Orquesta, tout d'abord, a mis le feu à la salle avec sa fanfare salsa-funk bigarrée, suivie de la joyeuse troupe de Mont côté punk pour un concert polyglotte et sautillant dans la plus belle tradition des premières années de la Mano Negra. Purs et durs du rap engagé (et cette formule n'est malheureusement plus un pléonasme), La Caution a ensuite déversé ses flots de flow militant sur un public vibrant et comme électrisé par un électro hip hop sans concession. Après un intermède en musique assuré par Los Bledos, parodistes hilarants, La Caravane passe à conclure la soirée sur des rythmes tziganes frénétiques. Huit heures d'engagement festif et de plaisir pour les yeux et les oreilles.

Matthieu Crocq

www.jeunes-solidaires.org

* Autremonde, Banlieues Actives, le CNOUS, Les Éclaireuses et Éclaireurs de France, Envie d'Agir, la Fédération Nationale Léo Lagrange, la FUAJ, le Génépi, les Jeunes Européens France, la JOC, Max Havelaar, Respect Magazine, Unis-Cité, Solidarités Jeunesses, SOS Fac 93, Tous Différents Tous Egaux.

DOSSIER

L'orientation : choisir plutôt que subir

À travers l'orientation se pose d'abord la question des inégalités sociales, et celle de la capacité de chaque jeune à se projeter dans un parcours scolaire, puis professionnel. Inégaux devant l'orientation, les jeunes des quartiers comme ceux des centres-villes, sont inquiets quant à leurs perspectives d'insertion professionnelle. Afin de mieux appréhender les nouveaux enjeux de l'orientation, nous avons choisi de croiser différents points de vue.

► Suite de la page 1

Il faut désormais mettre l'orientation au cœur du système éducatif, du collège à l'université, pour pouvoir mieux traiter l'emploi des jeunes et l'égalité des chances qui sont devenus les enjeux fondamentaux de notre société. C'est le sens du schéma national de l'orientation et de l'insertion professionnelle des jeunes que j'ai remis au Premier ministre le 27 mars dernier.

Pour mieux répondre aux défis d'une orientation au service d'une insertion dans la société, le schéma repose sur quelques grands principes simples et forts :

- la continuité et la progressivité de la démarche éducative en orientation : l'orientation doit commencer à se construire bien avant la classe de troisième ;

- le conseil en orientation qui est donné doit être nécessairement personnalisé : chaque jeune est un cas unique ;

- le choix qui est proposé au jeune doit être réversible : il a le droit de voir son projet évoluer.

Enfin, le schéma propose un véritable découplage des mondes de l'école et de l'entreprise, les uns et les autres doivent ap-

prendre à mieux se connaître et à travailler ensemble.

Le schéma comporte vingt-huit mesures concrètes, de diverses natures. Je ne voudrais évoquer que trois d'entre elles qui me paraissent les plus emblématiques du projet que je propose et qui, je crois, sont de nature à décloisonner l'orientation, comme le souhaite l'Afev.

La découverte professionnelle. Il faut donner aux jeunes une connaissance large des métiers et des environnements dans lesquels ils s'exercent, afin de les aider à se situer et à diversifier leurs centres d'intérêt. 60 000 jeunes suivent aujourd'hui cette option. Je souhaite que cet enseignement de découverte professionnelle soit rendu obligatoire et offert aux 800 000 élèves de troisième à compter de la rentrée 2009. Tous les jeunes, y compris ceux qui iront au doctorat ont besoin d'être informés suffisamment tôt pour donner une finalité à leurs études.

Le dossier de candidature unique de l'enseignement supérieur et l'apprentissage. Il s'agit, au travers d'un seul dossier de candidature à l'enseignement post-bac qui regroupera aussi bien les BTS, les IUT, les prépas, l'uni-

versité, mais aussi les formations des autres ministères, des chambres consulaires, d'ouvrir à chaque jeune tous les possibles.

Cette dynamique s'appuiera sur des procédures d'orientation active tant en terminale qu'au cours de la première année universitaire pour accompagner chaque étudiant, pour l'aider à réussir ou se réorienter, c'est-à-dire pour en finir avec la désastreuse coupure entre le lycée et l'enseignement supérieur dont les jeunes paient le prix.



Une commission régionale post-bac, présidée par le recteur et à laquelle participeront les recteurs d'université mais aussi le directeur régional du travail s'assurera que toute l'offre de formation disponible est bien mobilisée.

La licence professionnelle. La licence professionnelle doit devenir un des diplômes de

référence de toutes les universités afin d'offrir à une masse importante de jeunes une formation qualifiante en trois ans. Pour ce faire deux conditions doivent être remplies : d'abord que ces licences soient construites comme tous les diplômes professionnels, c'est-à-dire sur la base d'un référentiel de compétences mis au point avec les représentants des professions concernées. Ce sera là, la tâche essentielle des comités universités/entreprises mis en place dans chaque université. Deuxième condition, que les étudiants de première année de licence L1 et de deuxième L2 aient bénéficié avant d'entrer en L3 de modules suffisants pour réussir au même titre que les étudiants issus des BTS et des IUT.

C'est à ce challenge visant à en finir avec tant de jeunes qui sortent sans qualification et qui sont une des causes majeures des difficultés de notre pays que je souhaite m'atteler avec tous les acteurs concernés : enseignants, directeurs d'établissements, parents, entreprises... Et bien entendu, l'ensemble des acteurs étudiants, parmi lesquels l'Afev joue un rôle important.

Pierre Lunel,
délégué interministériel à l'orientation

► PORTRAIT

« Ma plus grande bataille »

Envers et contre les propositions d'orientation qui lui ont été faites tout au long de son parcours, Abdelislam vient d'intégrer une prestigieuse école d'ingénierie. Récit d'une obstination qui a fini par payer.



Abdelislam est un jeune franco-algérien venu en France à l'âge de 6 ans, il en a aujourd'hui 24. Il a déménagé avec ses parents d'un village en Kabylie à la montagne pour habiter dans une grande ville de la banlieue parisienne : « J'étais tout petit, ça m'a perturbé d'arriver en France, il y avait des grands bâtiments et plus du tout de vaches ! » Ce changement d'environnement l'a troublé au point que, pendant six mois, il a perdu l'usage de la parole.

Il a passé cette période en classe d'adaptation en cours préparatoire puis lorsqu'il a recommencé à parler, il a redoublé et intégré une classe dite « banalisée ». Ce fut le seul redoublement de son parcours scolaire, un parcours d'excellence, guidé par son père qui voulait absolument qu'il suive la « même filière que les autres : la filière normale ».

Son parcours scolaire est marqué par sa plus grande bataille, c'est-à-dire l'orientation à la fin du collège : « A chaque fin d'année, les profs voulaient me mettre en quatrième technologique, puis en troisième technologique... Enfin, moi je me battais pour rester dans la filière générale... » L'étape cruciale a été la troisième : « J'avais ma prof principale qui voulait absolument me mettre en BEP mécanique alors que j'étais parmi les meilleurs de la classe en maths et en physique... Bon... J'avais des problèmes en français. Elle avait organisé des visites spéciales pour que j'aille voir les lycées qui faisaient ce BEP mécanique. J'avais le droit de sécher les cours pour ça... Elle avait tout organisé ! Pour aller au lycée j'ai dû faire appel à l'association des professeurs du collège pour qu'ils m'autorisent à passer en seconde générale. »

Abdelislam comprend très vite l'enjeu du choix de l'établissement : « J'ai réussi à rentrer au lycée du quartier assez aisé... » Étant donné ses facilités dans les matières scientifiques, il choisit de préparer un baccalauréat S, qu'il obtient avec une mention bien. Abdelislam se renseigne auprès de ses pairs sur le choix de l'orientation post-bac : « En discutant avec mes camarades, j'ai vu qu'ils visaient tous la prépa... J'ai su que c'était le plus intéressant pour intégrer les écoles d'ingénieur... Et j'ai voulu faire un peu comme mes camarades, comme ceux qui étaient bons, j'ai voulu suivre le mouvement des meilleurs... » Finalement, les mauvaises appréciations inscrites sur son dossier scolaire l'empêchent d'intégrer la classe préparatoire aux grandes écoles. Il se rabat sur un DUT qui lui permettrait plus tard d'accéder à une école d'ingénieur par le biais d'un concours.

Au final, Abdelislam a eu un parcours d'excellence : second de sa promotion de DUT, il a terminé major de sa promotion en école d'ingénieur à Orsay. Cette année il a intégré l'École Centrale de Paris, « une des cinq meilleures écoles d'ingénieurs ». Lorsqu'il évoque les difficultés qu'il a rencontrées pour passer les étapes du collège et entrer dans un

lycée général, il est en proie à un double sentiment : à la fois de la fierté d'avoir résisté aux propositions d'orientation qui lui étaient faites et qui ne lui convenaient pas, et de la peine d'avoir été maljugé par ses enseignants, qu'ils n'aient pas valorisé ses potentiels. Abdelislam a eu le sentiment d'avoir été jugé sur ses origines sociales : les métiers peu qualifiés de ses parents (un père ouvrier et une mère femme de ménage) ont eu tendance à masquer les capacités scolaires de leur enfant. Le bilan qu'il tire de sa scolarité est néanmoins positif : « Finalement, ça ne se finit pas si mal ! »

Aujourd'hui, Abdelislam s'intéresse de près aux parcours de ses petits frères et sœurs afin de les aider à faire les bons choix en matière d'orientation : « Je suis la référence en matière éducative pour mon frère et ma sœur. » Il va ainsi aux réunions parents-professeurs et renseigne ses cadets afin qu'ils aient une vision plus complète du panel de choix d'orientation qui s'ouvre à eux année après année.

Sabrina Hamache



Partager l'orientation

Le ministre de l'éducation nationale lançait, en octobre, une vaste opération intitulée « 100 000 étudiants pour 100 000 élèves ». Dans ce cadre, l'Afev a développé une action spécifique tournée vers l'orientation : « Collégiens aujourd'hui, étudiants demain ». L'exemple lyonnais.

Dans le rapport qu'il remet fin mars au premier ministre, Pierre Lunel, délégué interministériel à l'orientation, stigmatise « notre dispositif d'orientation [qui] prépare insuffisamment à l'insertion professionnelle et ne favorise guère l'égalité des chances ». Qu'elle concerne des élèves de 4^e, 3^e ou les lycéens, l'orientation, - la maîtrise de son parcours -, se révèle un moment complexe et délicat, car elle interroge la capacité de l'adolescent à se projeter dans un cursus scolaire, puis professionnel.

Or les jeunes issus de familles favorisées « réussissent facilement à trouver un stage au collège et ont l'habitude d'aller chercher l'information qui leur est nécessaire, explique Christophe Paris, directeur de l'Afev. Le stage de troisième est le premier contact avec le monde du travail et le premier rapport discriminant. L'Afev souhaitait depuis quelques années proposer une action particulière pour réussir le moment clé qu'est la fin du collège. »

« Collégiens aujourd'hui, étudiants demain » est un dispositif innovant qui complète l'accompagnement à la scolarité à domicile des étudiants bénévoles de l'Afev par des sorties régulières, axées sur la découverte du monde professionnel et des métiers, la culture et la citoyenneté. À Lyon, 48 collégiens de 8 établissements de l'agglomération et 25 élèves du lycée Récamier sont pour l'heure concernés. Ils ont ainsi déjà assisté à un atelier sur les métiers de la chimie, et sur les professions de la culture et du spectacle.

« Si ces temps de découverte sont collectifs, c'est à la demande du jeune, qui vient avec l'étudiant qui l'accompagne régulièrement, poursuit Christophe Paris. Nous souhaitons aller plus loin dans la logique du sur-mesure, pour coller à l'idée de parcours. Le message, c'est aussi que tout ne se joue pas en troisième, ce qui est intéressant ce sont aussi les détours. » D'autres moments sont ainsi prévus, en partenariat avec des institutions ou des entreprises lyonnaises, comme notamment le Théâtre national populaire, BNP Paribas ou l'Opéra National.

Le 4 avril, l'Afev s'est vu remettre un chèque de 20 000 euros de la fondation Adecco, par son directeur, Renaud Joubert. Ce soutien servira à renforcer les équipes lyonnaise et bordelaise de l'Afev, qui œuvrent au développement de l'opération. Renaud Joubert a d'ailleurs souhaité que

« le projet se décline sur le plan national. Les entreprises, comme Adecco, sont composées de personnes qui ont la volonté de venir parler de leur métier. Les associations sous-estiment souvent cette ressource. »

L'action est lancée à Bordeaux, dans le Bassin Minier et les Hauts-de-Seine, à La Rochelle, Lyon, Nantes et Rennes. Sur ces territoires, « collégiens aujourd'hui, étudiants demain » se construit en partenariat avec les collectivités locales, les Centres d'Information et d'Orientation (CIO), les conseillers d'orientation psychologues, différents services étudiants des universités et les délégations régionales de l'Onisep.

Pour le délégué régional de l'Onisep Rhône-Alpes, Philippe Daubignard, « cette mise en relation entre l'univers scolaire et l'entreprise permet de pallier certains déficits ». Il va même plus loin : « Le ministère répond à des textes qui sont là pour assurer l'équité de traitements, mais cela ne veut pas dire qu'il y ait dans les faits égalité des chances. Si nous n'avons pas d'étude sur les discriminations au stage en classe de troisième, il suffit de discuter avec les chefs d'établissements et les conseillers d'orientation psychologues pour se rendre compte que la discrimination est palpable. »



« Articuler besoins collectifs et développement personnel »

Ancien conseiller d'orientation, Georges Solaux, aujourd'hui économiste et sociologue de l'Institut de recherche sur l'éducation (Université de Bourgogne), a travaillé sur une approche comparative des systèmes d'orientation dans le monde. Il analyse le système français au regard notamment de l'exemple belge.

- **Volontaires** : En France, l'orientation est un mot et un sujet qui crispe. Elle est notamment perçue comme un processus très complexe où seuls les spécialistes ont voix au chapitre. Enfants et parents se sentent parfois dépossédés de ce choix.

- **Georges Solaux** : C'est pourtant pour permettre aux parents de s'approprier le processus d'orientation que l'Onisep a été créé en 1970 avec ce que l'on appelle les « nouvelles procédures d'orientation » mises en œuvre en 1973, qui comprenaient des phases d'information et de dialogue entre les professeurs et les familles. En outre, depuis les années soixante-dix, les sources d'information scolaire et professionnelle, notamment privées, se sont multipliées (revues Phosphore, l'Étudiant, forums organisés par les collectivités locales...). Je ne pense pas que ce soit le processus d'orientation qui soit perçu comme complexe, mais l'identification de la bonne voie scolaire et professionnelle qui est devenue plus compliquée du fait de l'évolution des technologies, des métiers, des incertitudes liées à l'emploi. Ce qui est complexe c'est d'identifier un domaine professionnel, un champ professionnel présentant des garanties suffisantes de stabilité pour l'avenir de l'enfant. Ce qui est premier dans la difficulté ce n'est pas le choix scolaire, c'est le choix professionnel et en conséquence le choix des études qui permettront d'exercer un métier. C'est parce que la perception du professionnel est floue que l'orientation scolaire paraît complexe. »

- **Volontaires** : L'orientation à l'école pêche par une déconnexion au monde professionnel. Cette tendance est-elle aujourd'hui infléchie ?

- **Georges Solaux** : Le Haut Comité d'évaluation de l'école (HCEE) précisait dans un avis que le pilotage de la politique

d'orientation consiste à gérer la contradiction entre deux objectifs qui s'entrecroisent en permanence : celui de la « gestion des flux » qui vise à répartir les élèves entre les différentes formations et professions existantes, et celui du « projet individuel » qui veut donner à un jeune les moyens d'effectuer progressivement ses choix de formation et de carrière en fonction de ses compétences et de ses souhaits. Les enjeux de l'orientation des élèves sont ainsi clairement situés au niveau des équilibres à installer entre liberté individuelle et contrainte collective, entre équité et efficacité. L'efficacité de l'école, mesurée à l'aune de sa forte liaison avec l'emploi et le monde professionnel, voudrait (en forçant le trait) qu'à chaque place vacante dans le monde professionnel corresponde une sortie du monde scolaire. L'équité suppose que l'accès aux différents niveaux d'emplois et donc de salaires soit indépendant de l'origine sociale des élèves. Les services d'orientation tentent, par la mobilisation de leurs compétences psychologiques, de donner de l'ambition à tous les élèves et par là ils agissent sur la construction des projets individuels et l'équité. Mais ils tentent aussi de limiter l'espace des espérances voire des rêves professionnels par la transmission des contraintes de l'emploi. Voilà leur véritable travail, et la difficulté d'une tâche qui doit en permanence articuler besoins collectifs, liés à l'emploi, et développement personnel, lié au projet personnel. L'orientation est donc à mon avis, vue depuis les services d'information et d'orientation français, en permanence connectée au monde professionnel.

- **Volontaires** : Quels pays développent des actions en amont « d'éducation à l'orientation » ?

- **Georges Solaux** : Je donnerai ici, en m'inspirant d'un article rédigé par deux collègues belges (Marc Demeuse et Dominique

Lafontaine) l'exemple de la Belgique, qui lie comme en France aide et conseil à l'orientation et psychologie. En Belgique l'un des acteurs institutionnels de l'orientation scolaire est le centre Psycho Médico Social (PMS). L'orientation scolaire a été créée en Belgique en 1936. En marge des institutions scolaires proprement dites, la loi organise des Centres Psycho-Médico-Sociaux destinés à assurer une guidance des élèves. Il s'agit d'une structure comprenant à la fois du personnel médical, psychologique et social et dont une partie des missions se rapporte à l'orientation scolaire. Le centre PMS « communique, en toute indépendance, des avis d'orientation relatifs aux choix d'options, d'études, de formation ou d'établissement, après examen de l'élève ou entretien avec lui et sa famille » et « délivre l'attestation d'orientation vers l'enseignement spécial ». En outre, « à la demande de l'élève inscrit en dernière année des Humanités [enseignement secondaire] générales et technologiques, le centre psycho-médico-social associé à l'établissement amène l'élève à découvrir ses motivations et ses capacités à mener à bien ses projets » Il en va de même à l'issue des Humanités professionnelles et technologiques.

Propos recueillis par Eunice Mangado

L'orientation scolaire en Communauté française de Belgique, Marc Demeuse, Dominique Lafontaine, in « Les défis de l'orientation dans le monde » Revue internationale d'éducation Sèvres n°38, 2005

www.ciep.fr/ries/index.htm

REPÈRES

- **Tous égaux face à l'orientation ?**
Aujourd'hui, un enfant de cadre a deux fois plus de chances d'accéder à l'enseignement supérieur qu'un enfant d'ouvrier (80 % contre 40 %). Les classes préparatoires des grandes écoles comprennent 54 % d'enfants de cadres supérieurs ou d'enseignants, et 15 % d'enfants d'ouvriers et d'employés.

- **Quels acteurs ?**
Le jeune n'est pas livré à lui-même pour préparer son projet individuel d'orientation. L'action éducative des personnels d'éducation et de documentation, l'action des partenaires du monde socio-économique, et l'action spécifique du conseiller d'orientation-psychologue (COP) sont autant d'éléments qui vont avoir un impact sur son projet. C'est le

poids déterminant de l'environnement familial et social qui creuse les inégalités.
- **Où trouver de l'information ?**
- Les centres de documentation et d'information (CDI) dans les collèges mettent à disposition les publications de l'Onisep.
- Les centres d'information et d'orientation (CIO) dans lesquels il est possible de prendre rendez-vous avec un conseiller

d'orientation-psychologue.
- Les journées portes-ouvertes des établissements, particulièrement lorsque ces derniers dispensent des formations technologiques et/ou professionnelles.
- Les salons, forums, carrefours des métiers portant sur un secteur, une filière scolaire ou universitaires.

Source : Observatoire des inégalités www.inegalites.fr

Le métiers sont partout

Pour Claudine Roux-Gelberger du département pédagogique de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep), l'orientation est moins une succession de choix qu'un véritable processus.

L'orientation se réduit trop souvent à une succession de décisions ponctuelles, aux moments charnières du système éducatif, où les résultats scolaires valident ou sanctionnent les intentions des élèves et des familles ; ces intentions répondant majoritairement à des attentes sociales en terme d'études ou d'image des métiers plutôt qu'à de véritables choix personnels.

Ces moments charnières devraient trouver naturellement place dans un processus continu nourri de réflexions et d'expériences variées du collège à l'enseignement supérieur. Voici quelques axes, repères pour des actions à mener en classe ou dans la vie personnelle.

Connaître pour choisir

On ne choisit que ce que l'on connaît, et cette connaissance se résume souvent chez les jeunes à ce qu'ils ont rencontré dans leur entourage et à ce qui est valorisé socialement ou vu dans les media.

Les métiers sont partout, il faut s'entraîner à les repérer, s'intéresser à leur activité, identifier leur utilité sociale : découvrir ce que l'on ne connaît pas ou

superficiellement, dépasser la première impression et les idées reçues par une approche qualitative (analyse des contenus) plutôt que quantitative (valeur à priori), prendre en compte l'accès aux formations et l'insertion.

Une ressource : l'option découverte professionnelle en 3^e pour une réelle culture des métiers et des formations

Prendre en compte les contraintes et les leviers

Chacun effectue ses choix dans un contexte singulier : géographique, personnel, familial, scolaire... Il est important d'identifier les ressorts sur lesquels s'appuyer et les freins existants. Pour développer des stratégies personnelles, prendre en considération les attentes de la famille, positives ou négatives, croiser différents points de vue sur le projet engagé et clarifier les enjeux par de la distance et un nouvel éclairage, se projeter dans le temps avec des hypothèses de parcours.

Savoir utiliser les sources et les ressources en orientation

Souvent conçue comme complémentaire à la démarche d'orientation, l'information en

est un élément à part entière, et y joue des rôles variés selon les moments : déclenchement par la découverte, connaissance des activités ou des contenus, confirmation ou infirmation d'un projet, stratégie avec les conditions d'accès ou l'insertion...

S'orienter, c'est repérer et utiliser les compétences spécifiques des différentes personnes ressources durant son parcours de formation: professeur principal, conseiller d'orientation psychologue, documentaliste, conseiller de mission locale...

Au-delà des spécialistes, chacun, dans l'environnement du jeune, est un relais de proximité pour soutenir cette démarche.

Ouvrir le jeune à la richesse des formations et des métiers, développer des stratégies de choix, se poser les questions pertinentes, confronter ses choix à la réalité, oser s'engager dans une voie exigeante, des actions dans lesquelles les bénévoles de l'Afev ont à jouer un rôle constructif.

Claudine Roux-Gelberger
www.onisep.fr

Stéréotypes filles/garçons

Une étude récente met en avant la situation paradoxale des filles : malgré de meilleures performances scolaires que les garçons, elles ne diversifient pas assez leurs choix d'orientation. Dans l'enseignement professionnel, 8 filles sur 10 se regroupent dans les quatre spécialités de services (secrétariat, comptabilité, commerce, sanitaire et social) quand les garçons font des choix beaucoup plus variés.

Filles et garçons intériorisent les stéréotypes : 80 % de filles en filière littéraire, 95 % dans la série médico-sociale que les garçons délaissent. A niveau égal dans les disciplines scientifiques, les filles ne s'aventurent pas autant que les garçons dans cette voie porteuse d'emplois et elles hésitent encore à s'engager dans les filières sélectives : un quart de filles seulement en classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques. L'école doit aussi être le lieu où on travaille à

faire changer les mentalités. En ce sens, une convention interministérielle pour la promotion de l'égalité des chances entre les filles et les garçons, dans le système éducatif a été signée pour la période 2006-2011.

Elle réaffirme la nécessité de développer une approche globale dans l'ensemble de la démarche éducative, notamment dans le cadre de l'orientation et de l'éducation à la citoyenneté, en associant les efforts de différents ministères.

« Filles et garçons à l'École, sur le chemin de l'égalité », une étude de la Direction générale de l'enseignement scolaire/Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, Mars 2007,

www.education.gouv.fr/cid4006/egalite-des-filles-et-des-garcons.html

« Créer des passerelles »

Philippe Hayat, initiateur du projet « 100 000 entrepreneurs »



Comment est née l'association « 100 000 entrepreneurs » ?

Le projet consiste à faire intervenir un entrepreneur dans les collèges, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur. Les entrepreneurs se présentent devant les jeunes pour raconter leur aventure. Cette idée est venue d'une double constatation : les jeunes, comme le montrent un certain nombre d'études, ont beaucoup d'angoisses face à l'avenir (70 % d'entre-eux veulent être fonctionnaires) et parallèlement, on n'entend jamais les entrepreneurs tenir des discours positifs. Lorsqu'on les entend, c'est souvent à l'occasion d'un scandale. Je me suis dit que pour favoriser la création d'entreprises, l'esprit d'initiative et la culture d'entreprendre, il fallait donner la parole à des entrepreneurs pour raconter ce qu'ils font en s'adressant aux jeunes. Pour qu'ils donnent une réalité beaucoup plus positive de la notion d'entrepreneur et ce à quoi cela correspond sur le terrain. Cette idée est née ainsi, et les discours que l'on entend, assez négatifs de part et d'autre, ne correspondent pas du tout à la réalité du terrain quand on possède son entreprise et que l'on gère son projet.

Quel bilan tirez-vous du projet, six mois après sa création ?

Au bout de ces six mois, un

millier d'entrepreneurs se sont déjà inscrits sur le site pour faire des interventions dans les établissements. Nous sommes intervenus dans près de 110 établissements en région parisienne, ce qui représente environ 3 000 enfants. Nous avons signé des chartes avec l'éducation nationale, ainsi que les académies de Paris, Créteil et Versailles. Nous avons déjà programmé 1 000 interventions pour l'année prochaine. Tout est allé très vite. Je crois que l'opération correspondait aux attentes de tout le monde, à la fois des élèves, des entrepreneurs et des enseignants. Je ne m'attendais vraiment pas à un tel enthousiasme.

Pourquoi la question de l'orientation est-elle aussi fondamentale ?

Nous intervenons de la troisième jusqu'à l'enseignement supérieur. La troisième, c'est le moment où les jeunes commencent à se poser les premières questions. C'est un moment de découverte professionnelle, avec un stage en entreprise de 5 jours. Les orientations démarrent à partir de la classe de seconde. C'est donc le bon moment pour 'semer des graines' et commencer à leur parler. C'est à cet âge-là qu'il faut leur donner quelques clés de compréhension du monde professionnel, des différentes voies existantes et leur parler de l'importance des études.

Ne menez-vous pas, au fond, une mission de service public ?

Oui, c'est vrai, clairement, nous menons une mission de service public, mais qui ne peut être effectuée que par des entrepreneurs. Nous véhiculons l'envie d'entreprendre,

nous expliquons le monde professionnel par le filtre de l'entrepreneuriat. On ne peut pas demander à l'enseignant de le faire, ce n'est pas son rôle, et il a besoin des professionnels pour le faire. Nous apportons un regard extérieur sur l'importance des études et des orientations scolaires, en les mettant en perspective avec les débouchés professionnels. Je crois que c'est avant tout du ressort des entrepreneurs et des professionnels, en qualité de citoyens.

« 100 000 entrepreneurs » répond en quelque sorte à une situation d'urgence. Quelle sera la prochaine étape ?

Le but est de multiplier les passerelles entre l'étudiant et le monde professionnel. Nous commençons par une intervention dans un établissement. Ensuite, cela débouche sur des placements en stage des jeunes élèves chez les entrepreneurs, puis sur des visites d'entreprises de groupes d'élèves et d'enseignants, puis ensuite sur des tutorats pour ceux qui veulent porter un projet entrepreneurial... C'est déjà tout un programme... Nous avons choisi le nombre 100 000, car 100 000 devant des classes de 30 élèves, veut dire que l'on s'adresse à 3 millions d'enfants chaque année. Sachant qu'il y a près de 5 millions d'enfants scolarisés, nous touchons quasiment un enfant scolarisé sur deux, ce qui signifie, que d'une année sur l'autre, un élève aura toutes les chances de nous voir passé au moins une fois. Il s'agit donc d'un programme sur plusieurs années.

Propos recueillis par
Mathias Bocabeille

www.100000entrepreneurs.com



POUR ALLER PLUS LOIN

Bibliographie

- « L'orientation c'est l'affaire de tous » de Dominique Ordy, éd. SCEREN (2006).
- « Pour une approche orientante de l'école française » de Danielle Ferré, éd. Qui plus est (2005).

Sitographie

- www.education.gouv.fr (dossier spécial orientation).
- www.orientation.fr
- www.onisep.fr
- www.orientation-formation.fr

Rapports

- « L'évaluation de l'orientation à la fin du collège et au lycée : Rêves et réalités de l'orientation » de Maryse Hénoque & André Legrand (Rapport du Haut conseil de l'évaluation de l'école, 2004).

- « Schéma national de l'orientation et de l'insertion professionnelle » de Pierre Lunel (Rapport de la délégation interministérielle à l'orientation, 2007).



Identités nationales ?

Parfois, en cours, je prends un air naïf et je demande à mes élèves : « Pourquoi faudrait-il être fier de son pays ? Je ne comprends, pas, moi... ». En général, cette question leur paraît totalement incongrue, puisqu'ils sont pratiquement tous fiers de se dire « marocain », « turc », ou « sénégalais »... m'expliquant les nuances subtiles (ou pas !) entre ces différentes nationalités... Leurs adresses e-mail en disent long là-dessus : très souvent, elles juxtaposent le pays d'origine des parents, et le fameux « 9-3 », comme : mauritania_93@bibli.fr, ou la-turque93@courrier.com...

Double appartenance, donc, au « bled » mythique et à la Seine Saint-Denis, « ghetto » dans lequel on se reconnaît finalement. Mais reprenons : « Pourquoi faudrait-il être fier de son pays ? »... Ils me répondent, d'un air affligé : « Ben, parce que c'est notre pays, voyons... » Evidemment !

C'est alors que s'engage le débat : oui, d'accord, leur dis-je, c'est votre pays... Vous pouvez être heureux d'être originaires d'un pays, d'être attachés à cette terre pour de nombreuses raisons personnelles, mais fiers ? En quoi la fierté aurait-elle un rapport avec le lieu, où, par hasard, on est né ?

Là, en général, je suis contente parce qu'ils réalisent qu'ils n'ont aucun argument ! Ils se rendent compte qu'ils n'ont aucune raison logique, objective, d'être « fiers » du pays

d'origine de leurs parents. Ainsi, j'atteins le but de ce débat, que j'ai fait semblant de lancer par hasard (la pédagogie est une subtile manipulation des esprits !), qui est de leur faire avouer deux choses.

D'une part, que cette « fierté » pour leur pays d'origine est une manière de s'affirmer, certes, mais que, poussée trop loin, elle peut aboutir au jeu dangereux du communautarisme. Mais surtout, leur faire dire que leur pays, c'est la France, et que pourtant ils n'en sont pas spécialement fiers... Alors pourquoi ?

En général, je leur dis que moi, je suis contente d'être née en France, d'avoir cette chance, et notamment en tant que femme (suivez mon regard, leur dis-je) ; mais je leur explique aussi que je les envie d'avoir une double culture, à la fois française et « exotique », plus originale, de parler parfois deux langues, alors que moi, je suis seulement franco-française, « de souche », comme ils disent... Au terme de cette discussion, souvent, ils se disent qu'après tout, c'est vrai, on peut être heureux de venir d'ailleurs, et d'être ici, sans pour autant le revendiquer, contre les autres...

Oui mais alors voilà, comment vais-je faire moi si maintenant il faut avoir une identité nationale ?

Nathalie Broux est professeure au lycée Jacques-Feyder à Épinay-sur-Seine (93)



L'appel des 343 mamans

A l'occasion de la Journée Internationale des femmes, les « Ni putes Ni soumises » ont lancé un appel dans la presse française. Les 343 Mamans sont des femmes qui vivent dans des cités, dans des quartiers dits « difficiles ». Leur message est clair : « cessez de nous maintenir en marge de la citoyenneté ».

« Lorsque les émeutes éclatèrent en banlieue, c'est vers nous, mamans des quartiers, que vous vous êtes tournés.

C'est à nous, mamans des quartiers, que vous avez demandé de trouver les mots pour panser les maux de nos enfants.

C'est à nous, mamans des quartiers, que vous avez demandé de calmer une rage qui, partout, allumait des feux. C'est à nous, mamans des quartiers, que vous avez demandé d'expliquer que la violence ne réglerait jamais les problèmes du chômage, de l'exclusion et du racisme.

C'est à nous, mamans des quartiers, que vous avez demandé de faire preuve d'autorité.

C'est à nous, mamans des quartiers, que vous avez demandé de garder à la maison nos petits souvent bien plus grands que nous.

C'est à nous, mamans des quartiers, que vous avez fait appel pour que cessent, partout dans le monde, ces images d'une France en état de guerre civile.

En ce mois de novembre 2005, vous avez su reconnaître en nous des mamans, quelque soit notre pays d'origine. Vous avez saisi le rôle précieux qu'en tant que



telles, nous pouvions remplir, et nous avons rempli ce devoir, notre devoir de « maternité ».

Mais avez-vous oublié, mesdames et messieurs les Politiques, qu'avant d'être des mères, nous étions des femmes ? Alors parce que, d'où que nous venions, nous sommes d'abord des femmes, nous, les mamans des quartiers, nous vous demandons aujourd'hui d'être traitées comme toutes les autres citoyennes de la République.

Nous vous demandons de mettre un terme aux conventions bilatérales qui préservent les lois d'origine et qui nous exposent aux violences de la polygamie, de la répudiation et du mariage forcé.

Nous vous demandons des places en crèches et en garderie pour cesser d'être cantonnées à la sphère privée, et pour en finir avec une situation d'enfermement qui nous rend vulnérable à toutes les violences sexistes.

Nous vous demandons de lutter contre l'ethnicisation des métiers qui nous oblige, même lorsque nous sommes hautement diplômées, à accepter des tâches difficiles et à trop souvent subir un harcèlement au travail contre lequel nous ne pouvons rien.

Nous vous demandons de développer les transports publics qui nous permettraient de sortir de ces ghettos où les seuls endroits de rencontres sont des cafés

réservés aux hommes. Nous vous demandons de faciliter notre accès à la culture comme notre apprentissage de la langue française afin que nous puissions acquérir les outils de notre émancipation.

Parce que nous sommes de véritables actrices d'intégration, nous vous demandons, mesdames et messieurs les politiques, de cesser de nous maintenir en marge de la citoyenneté. Ce n'est que libres et émancipées que nous pourrions remplir pleinement notre rôle de mère, et faire de nos enfants des citoyens. »

www.niputesnisoumises.com

6 à 12 mois pour être utile contre les inégalités

L'Afev propose 300 missions de « Volontaires des Quartiers » pour développer ses actions dans les quartiers et répondre aux nombreuses demandes de jeunes qui souhaitent participer à la lutte contre les inégalités. Ces missions s'inscrivent dans le cadre du Service Civil Volontaire, socle commun du volontariat en France, qui permet à chaque jeune qui le souhaite de s'investir pleinement dans un projet d'intérêt général pendant une durée allant de 6 à 12 mois.

Que vais-je faire durant mon Service Civil Volontaire à l'Afev ?

En fonction de tes compétences, de tes envies et des besoins sociaux sur le territoire, nous te proposons de t'impliquer dans l'une des quatre missions suivantes :

- accompagner des bénévoles engagés dans nos actions éducatives et d'insertion
 - participer aux campagnes « Journées Mondiales des Jeunes Solidaires » et « Pas de quartier pour les inégalités »
 - monter des projets collectifs « Tous Acteurs des Quartiers » avec des jeunes en difficulté autour des thématiques de la justice, de la citoyenneté, de l'égalité, de l'Europe, de la santé et de la culture.
 - organiser des projets spécifiques (projet européen, ...)
- Chaque mission pourra être complétée par un projet personnel.



Quel sera mon statut ?

- Tu recevras une indemnisation de 627 euros par mois. Le statut de volontaire donne droit à une protection sociale, des jours de congé et à une cotisation vieillesse.
- Tu seras accompagné par un professionnel de l'Afev.
- Ton volontariat sera de 26 heures minimum par semaine.
- Tu bénéficieras d'un parcours de formation adapté et dispensé dans chaque région.
- A la fin de ton volontariat, tu disposeras d'un accompagnement pour préparer ton projet professionnel.

Quelles sont les conditions pour devenir volontaire à l'Afev ?

- Etre âgé de 18 à 25 ans.
- Résider depuis au moins un an en France
- Etre disponible pendant 6, 9 ou 12 mois (le statut de volontaire n'est pas cumulable avec celui de salarié).

Comment devenir volontaire ? Il te suffit de prendre contact avec le bureau Afev de ta ville. Tu seras ensuite convié à un entretien.

www.volontairesdesquartiers.org



SOLIDAIRES, ICI ET AILLEURS

Toujours pas vu, le palu ?

Une association toulousaine sensibilise les étudiants sur cette maladie méconnue, l'une des plus meurtrières au monde, mais qui ne touche que les pays du Sud.



Ce 25 avril, journée mondiale de lutte contre le paludisme, ils sont une petite équipe de bénévoles à accoster les étudiants du campus Paul-Sabatier, l'université scientifique de Toulouse. « *Quelques minutes pour un café ?* » En quelques heures, près de 400 personnes s'arrêtent au stand pour répondre à un petit questionnaire sur le paludisme. Pour, le plus souvent, réaliser qu'elles ne savent rien ou presque de ce fléau.

« *Les gens sont surpris d'apprendre que le palu est la deuxième ou la troisième maladie la plus meurtrière au monde : deux millions de personnes en meurent chaque année. Mais comme le problème reste concentré dans des pays pauvres, surtout africains, l'opinion publique européenne n'en entend jamais parler* », explique Camille

Heitz, présidente de l'association Étudiants toulousains pour l'aide internationale (ETAI) qui pilote les actions de sensibilisation sur Toulouse. A la fin du questionnaire, pas de demande de dons mais la distribution d'une plaquette d'information où sont recensées les structures (dont l'Institut Pasteur) qui se battent pour améliorer la prévention et les soins. « *L'une des conséquences du faible niveau d'information des populations européennes, c'est que les moyens de la recherche sur le paludisme restent très limités* », rappelle Camille Heitz.

Pour cette journée exceptionnelle de sensibilisation, des étudiants en médecine et des infirmières sont venus prêter main forte aux membres de l'ETAI. Il faut dire que cette année l'OMS (organi-

sation mondiale de la santé) a décidé de mettre le paquet sur le paludisme : formations auprès des professions médicales, campagne d'affichage présentant le moustique, vecteur de la maladie, comme un « serial-killer »...

Tout a été fait pour sortir le palu de l'indifférence actuelle. Les membres d'ETAI ont relayé le mouvement, même si à l'origine l'association ne s'intéresse pas précisément à cette problématique. « *Notre principale action concerne le Vietnam, où le paludisme existe mais seulement dans une petite partie du pays*, indique Adrien Blazy, l'un des bénévoles. *Nous travaillons surtout sur un quartier pauvre de Hanoï, où nous avons créé une petite structure éducative pour les enfants déscolarisés et où l'on tente aussi de former les gens aux questions d'hygiène.* » Un travail d'éducation à la santé que les acteurs de la lutte anti-palu considèrent également comme décisifs pour venir à bout du fléau.

Paul Falzon-Monferran

Ce projet a été soutenu par le dispositif Culture ActionS du CNOUS. Vous pouvez obtenir plus d'informations auprès de votre CROUS ou de votre centre local (CLOUS). www.cnous.fr
www.unetaipourlevietnam.org

Université Européenne de l'Engagement 27-30 août - Dunkerque « Les enjeux actuels de la société de la connaissance »

Tout au long de cette Université Européenne de l'Engagement, nous nous attacherons à préciser la notion de « société de la connaissance ». Nous souhaitons aborder la question de l'équilibre spatial et social des grandes agglomérations qui se pose désormais à l'échelle de l'Union européenne, territoire le plus urbanisé de la planète.

Conférences, cafés-débats et ateliers développeront trois problématiques : la relance de la construction européenne, notamment par les acteurs de l'éducation non formelle, le passage de la société industrielle à la société de connaissance, et les nouveaux enjeux éducatifs, culturels et économiques. À l'issue de ces travaux, nous chercherons à discerner de nouveaux espaces d'engagements solidaires compatible avec les enjeux de la construction européenne, en lien avec les nouvelles formes d'exclusion que génère la société de la connaissance. Cette université est ouverte à tous les étudiants bénévoles, volontaires et partenaires de l'afev.

Renseignements : 01 40 36 01 01 / www.afev.org



HYPERTEXTE
LA CHRONIQUE DE JÉRÔME STURLA

Repenser la solidarité

Comment renouveler l'éthique de la solidarité ? Comment construire la Cité solidaire ? Éléments de réponses sous la direction du sociologue Serge Paugam.

Cet ouvrage collectif a mobilisé une diversité d'auteurs qui travaillent dans le domaine des sciences sociales.

L'ambition de son titre *Repenser la solidarité* est à la hauteur de la multiplicité et de la richesse des contributions proposées. L'ensemble des thèmes abordés par cinquante chercheurs nous invite à revisiter et reconsidérer le contrat social qui constitue le socle à partir duquel s'organisent les liens de solidarité dans notre pays.

Un nombre impressionnant de domaines sont traités : l'éducation, la précarité, la santé, le rôle de l'État, la ségrégation urbaine... Ce travail constitue une véritable anthropologie des questions sociales doublé d'un réel souci de formaliser des propositions à l'attention des décideurs publics.

Dans son introduction, Serge Paugam pointe l'originalité de la démarche en indiquant que « *les chercheurs doivent s'efforcer de rendre accessible au plus grand nombre leurs recherches* ». Leurs productions intellectuelles, au-delà de décrypter les enjeux sociaux, doivent avoir, selon lui, une réelle utilité sociale.

L'ouvrage a d'ailleurs été rédigé à partir de séances de séminaires auxquels ont participé de nombreux responsables associatifs (Uniopss, Fnars, Emmaüs, Fondation de France...).

Les élus et les représentants de la société civile organisée, trouveront matière à enrichir leur réflexion et à mettre en perspectives les actions qu'ils mènent au quotidien.



Résolument moderne dans la manière d'appréhender la question de la solidarité, l'ensemble des textes présentés ne constitue pas une doctrine à proprement parlée ou un courant de pensée. Le seul héritage implicitement revendiqué est le « solidarisme », né à la fin du 19^{ème} siècle, qui considère « *la solidarité comme le fondement du lien social* ».

Repenser la solidarité
sous la direction de Serge Paugam
Collection « Le Lien social », PUF (2007)



INITIATIVES

Dynamique Diversité

Pour ne pas tomber dans l'extase intellectuelle mais ancrer nos réflexions dans les réalités, Dynamique Diversité a choisi le théâtre pour faire naître, par l'interprétation de textes écrits par Dounia Bouzar, des échanges, des débats et la création d'idées avec le public. Retrouvez les « Shows-boomerang » chaque second jeudi du mois, à la Fnac Forum des Halles de Paris à 18h30. Prochains rendez-vous le 7 juin sur le thème de « l'identité nationale »

www.dynamique-diversite.fr

« Regards jeunes sur la Cité » 2007

Si vous avez entre 12 et 25 ans, que vous aimez la vidéo, que vous avez un message à faire passer... Alors regroupez-vous et participez au 18^{ème} concours « Regards Jeunes sur la Cité » en réalisant un film sur le sujet de votre choix ; 2 catégories introduites chacune par un mot « clé », « Histoire » ou « Je... et nous ». Et inscrivez-vous au Festival « Regards Jeunes sur la Cité » les 29, 30 & 31 octobre 2007 à l'espace Reuilly (Paris) pour assister à la diffusion de tous les films, participer aux ateliers, aux débats et à la Remise des Prix. Envoyer vos films...

www.orois-paris.org

Talents des cités

Vous avez moins de 40 ans, vous avez un projet d'entreprise ou vous venez de créer votre activité en zone urbaine sensible : Participez au concours Talents des Cités 2007.

Le concours Talents des Cités vise à aider les jeunes des quartiers dans leur activité, ou leur permettre de lancer leur projet. Les Boutiques de Gestion et

les structures d'appui à la création d'entreprise sont partenaires de Talents des Cités. Elles conseillent les candidats dans leurs démarches. Cet encadrement par des professionnels expérimentés assure réussite et pérennité aux projets. Talents des Cités est une initiative du Ministère de l'emploi, de la cohésion Sociale et du Logement avec la Délégation interministérielle à la ville. Cette année, elle récompensera 40 talents. Un porteur de projet et un créateur d'entreprise seront récompensés dans chaque région. Renvoi du dossier d'inscription avant le 31/05/07

www.talentsdescites.com

16^e F'Estival des Musiques d'Ici et d'Ailleurs

Organisé par l'association Musiques sur la Ville, il aura lieu du 30 juin au 12 août 2007 à Châlons-en-Champagne (Marne). Chaque année, l'association Musiques sur la Ville propose, dans le cadre de sa mission d'accompagnement social et d'intégration de la jeunesse, un chantier éducatif permettant d'associer 10 à 15 jeunes par semaine dans la mise en œuvre du festival. Le chantier éducatif a déjà permis à plus de 1300 jeunes Châlonnais, en suivi éducatif, de faire de cette manifestation la leur. Répartis par ateliers (communication, régie technique, accueil des artistes et du public), ces jeunes, issus des quartiers situés en Zones Urbaines Sensibles, sont encadrés par les professionnels du festival et accompagnés par les éducateurs de prévention spécialisée. Le chantier éducatif s'inscrit depuis 1993 comme l'action estivale majeure du volet d'accompagnement social de Musiques sur la Ville.

www.musiques-ici-ailleurs.com



CAMPAGNE

Les Eurockéennes s'engagent

La campagne « Pas de quartier » a démarré depuis février. De nombreuses réunions ont eu lieu dans les villes où l'Afev est présente, dans les structures partenaires, dans les salles de concert au cours des Journées Mondiales des Jeunes Solidaires.

Plus de 20 000 signataires nous ont rejoint, plus de 150 parlementaires ont signé l'appel, mais la campagne n'est pas terminée. Nous poursuivons les objectifs de mobilisation afin que s'enclenche un véritable débat national autour de l'éducation. 150 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans qualification et il n'est plus acceptable que 20 % d'une génération saute du train en marche chaque année.

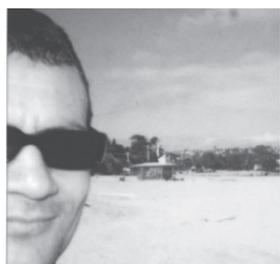
L'invitation des Eurockéennes de Belfort s'inscrit dans le calendrier d'action que nous avons établi. Pendant trois jours, nous

sensibiliserons les 90 000 festivaliers par différents moyens. Nous tiendrons un espace de 100 m² qui sera un endroit d'échange, d'information, de discussion et d'expression.

Nous organiserons des happenings sur tout le territoire du festival, et nous occuperons une place sur les écrans géants des scènes. Nous sensibiliserons également les artistes à notre campagne, les artistes qui savent souvent dire en quelques mots autant que par nos discours militants. Nous ferons bien évidemment signer notre appel. Le détail de notre opération sera disponible sur le site www.pasdequartier.org.

L'implication des Eurockéennes est forte et la couverture médiatique du festival nous permettra d'apporter une caisse de résonance importante à l'action de l'Afev.

Signez l'appel en ligne sur www.pasdequartier.org



Entretien avec Jean-Paul Roland, directeur du festival des Eurockéennes de Belfort.

Pourquoi les Eurockéennes laissent-elles un espace à une campagne comme « Pas de quartier pour les inégalités » ?

Longtemps réservé voire suspicieux sur la multiplication d'opérations de ce genre au sein d'un festival musical, il nous a semblé tout naturel d'accueillir cette nouvelle campagne soutenue par les Ouvriers Qualifiés. Au-delà de notre inquiétude au sujet d'inégalités toujours croissantes, je dois avouer que l'intérêt des festivaliers et des artistes pour la campagne 2007 du numerus clausus conjugué aux bonnes relations avec les organisateurs nous a incité à remettre le 'couvert' militant sur les Eurockéennes 07.

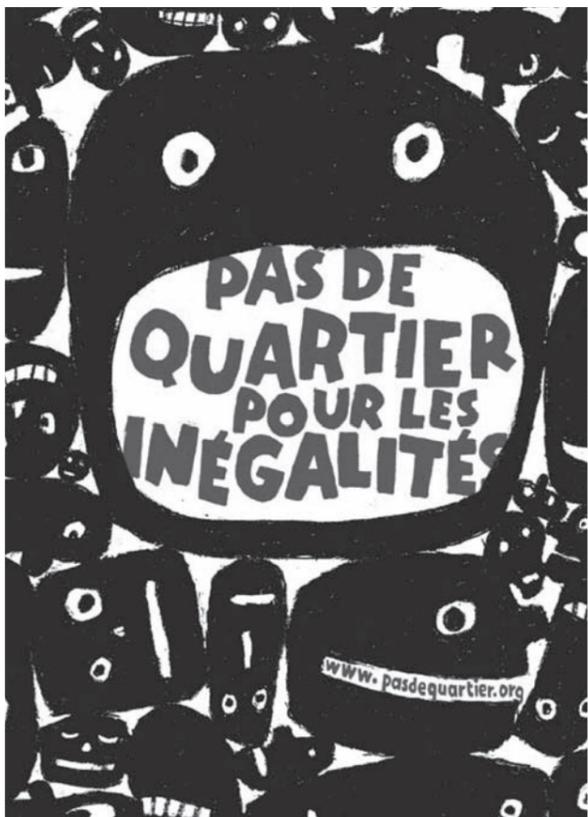
L'engagement social est-il compatible avec le développement d'une entreprise culturelle comme la vôtre ?

Non seulement compatible mais nécessaire. S'il est désormais évident pour tous les Belfortains que notre association fait partie intégrante de la vie de la cité culturellement et économiquement, elle aborde désormais avec détermination et militantisme le volet social. Nous avons signé cette an-

née la charte de la diversité à l'initiative d'Azouz Begag (ancien ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances). Ce qui se traduit par exemple par une plus grande vigilance lors de nos 500 embauches annuelles notamment en direction des quartiers dits défavorisés. Dans ce cadre, nous avons souhaité relayer cette opération en sensibilisant l'ensemble de nos 70 partenaires (PME-PMI) commerciaux à cette opération lors d'une soirée-débat. Il ne s'agit donc pas d'un one-shot de communication mais bien d'une réelle volonté de faire bouger les lignes et sur du long terme.

Le public des Eurockéennes semble majoritairement étudiant, le public des quartiers populaires se rend-il au festival ?

Cela reste bien entendu difficile à mesurer. Bien que sur le festival, le loden ou les jupes bleu marines plissées restent plutôt rares, notre politique tarifaire n'exclut pas tant que faire se peut les petites bourses. L'ensemble de notre public est majoritairement jeune et donc touché par la crise du pouvoir d'achat. Pour indication, les festivaliers consomment pendant les Eurocks moins de 2 boissons par jour. De plus, notre festival reste un des seuls à concilier programmation généraliste et exigeante. Du pur hip-hop de lascar à de la pop dans l'air du temps, du metal hardcore à de la nu-rave hype, sans cibler aucune tribu ni catégorie sociale, elle reflète simplement nos goûts musicaux du moment.



PORTRAIT

Lutter pour l'émancipation des hommes et des femmes

Hamida Ben Sadia est chargée de mission au Conseil général de la Seine-Saint-Denis, militante à la Ligue des droits de l'homme et à Alternatives citoyennes. Récit d'un parcours atypique.



Premier enfant scolarisé de sa famille, fille de parents analphabètes, Hamida se prend très tôt de passion pour les livres : « La lecture, c'est un élément fondamental dans ma vie. »

Parmi les meilleurs élèves en français et en histoire, elle aimait l'école, « libératrice » qui lui « permettait de quitter les problèmes de la maison ». Passée d'un réduit à Clamart à un pavillon à Malakoff, elle a fréquenté des personnes issues des couches favorisées. Une mixité culturelle et sociale, qu'elle prône dans les quartiers, pour qu'ils sortent de leur isolement.

La bibliothèque devient son lieu de prédilection avec l'école : « j'adorais y faire des recherches. Au collège, je m'intéressais aux thèmes de la violence, des femmes, de la prison... Ma révélation, c'est une rencontre avec d'anciens déportés juifs. À ce moment là, j'ai compris que je voulais lutter pour l'émancipation des hommes et des femmes. » Sa scolarité s'interrompt à l'âge 16 ans, lorsque ses parents la marient en Algérie, où elle restera pendant 17 ans.

En 1990, elle revient en France. Sans-papiers pendant quelques années, elle multiplie les activités en

s'engageant, entre autres, dans la politique française et algérienne. Puis elle milite aux côtés de SOS Racisme et de la Ligue des Droits de l'Homme.

Lasse d'être sous-payée parce qu'elle n'a pas de diplôme, elle reprend des études et décroche finalement un DESS Développement Social Urbain à l'Université d'Evry : « Ça été une vraie bataille pour m'inscrire parce que je n'avais pas le bac ».

Aujourd'hui elle veut délivrer un message aux jeunes des quartiers défavorisés : « Vous êtes respectables, vous appartenez à la communauté humaine. » Hamida est la preuve vivante que rien n'est joué ni perdu d'avance. Aujourd'hui, sa bataille est de faire publier son livre dans lequel elle retrace son histoire.

Sabrina Hamache

www.alternatives-citoyennes.sgdg.org
www.ldh-france.org

Volontaires ! n°11

publié par **AFEV** ★★

26 bis, rue de Château-Landon – 75010 Paris
Tél. : 01 40 36 01 01 – Mail : [pole.national\(at\)afev.org](mailto:pole.national(at)afev.org)
Directrice de la publication : Anne Korobelnik

Coordination, rédaction, réalisation :

Charlotte Alix, Mathias Bocabeille (PCC), Nathalie Broux, Dylan Calves, Matthieu Crocq, Nicolas Delesque, Paul Falzon-Monferran, Sabrina Hamache, Eunice Mangado, Anne-Sophie Morel, Christophe Paris, Julien Poncet, Elise Renaudin, Jérôme Sturla et Tanguy Tollet.

Crédits photographiques:

Dylan Calves, Antoine Romand, Patrick Sagnes et D.R.

Conception graphique : Claire Le Roy et Mathias Bocabeille (PCC)

Impression : Graph 2000 – BP 61203 – Argentan cedex

ISSN 1765-4408
Dépôt légal à parution